

SENAT DE BELGIQUE

SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1991-1992

29 JUIN 1992

Proposition de loi modifiant l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice de l'art de guérir, de l'art infirmier, des professions paramédicales et aux commissions médicales, en vue de la réglementation de l'exercice de la kinésithérapie

(Déposée par M. Diegenant)

DEVELOPPEMENTS

La législation relative à l'exercice de l'art de guérir, de l'art infirmier, des professions paramédicales et aux commissions médicales a connu nombre d'évolutions importantes depuis que la loi actuelle vit le jour en 1967 (arrêté royal n° 78).

En 1973 ont été adoptées les dispositions relatives à la répartition des officines pharmaceutiques.

En 1974 ont été adoptées les dispositions relatives à l'exercice de l'art de soigner.

En 1990, la loi a subi une nouvelle adaptation en profondeur. La possibilité a été donnée au Roi de désigner les professions paramédicales — sur la base de la disposition déjà contenue dans la loi — et de reconnaître des spécialités dans les professions médicales et paramédicales.

BELGISCHE SENAAT

BUITENGEWONE ZITTING 1991-1992

29 JUNI 1992

Voorstel van wet tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 betreffende de uitoefening van de geneeskunst, de verpleegkunde, de paramedische beroepen en de geneeskundige commissies, met het oog op de regeling van de uitoefening van de kinesitherapie

(Ingediend door de heer Diegenant)

TOELICHTING

De wetgeving betreffende de uitoefening van de geneeskunst, de verpleegkunde, de paramedische beroepen en de geneeskundige commissies kende sedert het ontstaan van de huidige wet in 1967 (koninklijk besluit nr. 78) tal van belangrijke evoluties.

In 1973 werden de bepalingen betreffende de spreiding van de apotheken ingevoerd.

In 1974 werden de bepalingen betreffende de uitoefening van de verpleegkunde ingevoerd.

In 1990 werd de wet opnieuw ingrijpend aangepast. Voor de Koning werd de mogelijkheid ingevoerd om de paramedische beroepen aan te duiden — en dit op basis van de bepaling reeds in de wet opgenomen — evenals om in de medische en paramedische beroepen specialismen te erkennen.

Le Conseil national des professions paramédicales pouvait être ainsi constitué légalement. De même, par analogie avec l'art infirmier, la loi instituait une Commission technique des professions paramédicales. Il est donc possible aujourd'hui d'élaborer — en concertation avec les praticiens de l'art de guérir — un statut (définition, champ d'activité) et une protection de ces professions conformément à l'évolution actuelle de celles-ci:

Une nouvelle adaptation de la loi s'impose néanmoins.

Outre que des spécialités sont apparues au sein des professions médicales légalement reconnues, on a vu de nouvelles professions médicales prendre forme au cours des deux dernières décennies.

Tel est manifestement le cas de la kinésithérapie!

Alors que les professions paramédicales sont définies par le Roi, les professions médicales sont énumérées explicitement par la loi. L'objet de notre proposition de loi est de ranger les praticiens de la kinésithérapie parmi les praticiens de l'art de guérir, plus particulièrement parmi les praticiens de l'art médical, avec tous les droits et toutes les obligations que cette classification implique.

L'exercice de la kinésithérapie répond aux critères établis pour l'exercice d'une profession médicale (médecin, dentiste, pharmacien).

L'exercice de la kinésithérapie comporte un examen spécifique du patient, l'établissement autonome d'un programme thérapeutique et l'administration de celui-ci, le tout sous la seule responsabilité personnelle du kinésithérapeute.

La kinésithérapie a un champ d'activité spécifique.

Comme pour l'art dentaire, nous présageons que la kinésithérapie fait partie de l'art médical et que sa pratique est réservée aux personnes qui ont reçu à cet effet une formation spécifique.

Notre proposition dispose toutefois que le kinésithérapeute ne peut traiter que les patients qui lui sont adressés par le médecin.

Le domaine spécifique du kinésithérapeute — celui de la motricité humaine — est en effet beaucoup plus étendu que celui du praticien de l'art dentaire. Il est aussi beaucoup plus malaisé à définir. C'est pourquoi nous prévoyons une relation particulière entre le kinésithérapeute et le médecin.

Cette relation s'établit et par le biais du Conseil national de la kinésithérapie et par le biais de l'envoi par le médecin. Elle s'inspire de la relation existant entre l'omnipraticien et le spécialiste. Les médecins spécialistes collaborent également de la même manière avec les kinésithérapeutes.

De Nationale Raad van de paramedische beroepen kon aldus wettig worden samengesteld. Tevens werd, naar analogie met de verpleegkunde, een Technische Commissie opgericht voor de paramedische beroepen. Voor deze beroepen kan dus nu — en dit in overleg met de medici — een statuut (definitie, werkterrein) en een bescherming worden opgebouwd overeenkomstig de hedendaagse evolutie van het beroep.

Een nieuwe aanpassing van de wet dringt zich evenwel op.

Er zijn immers niet alleen binnen de wettelijk erkende medische beroepen specialismen ontstaan, doch gedurende de jongste twee decennia kregen ook nieuwe medische beroepen vorm.

Dit laatste is duidelijk het geval voor de kinesitherapie.

Terwijl de paramedische beroepen door de Koning worden bepaald, worden de medische beroepen expliciet in de wet opgesomd. Ons wetsvoorstel strekt ertoe de uitoefenaars van de kinesitherapie op te nemen bij beoefenaars van de geneeskunst, meer bepaald bij de beoefenaars van de geneeskunde. Dit met alle rechten en plichten die deze catalogisering inhoudt.

De uitoefening van de kinesitherapie beantwoordt aan de criteria gesteld voor de uitoefening van een geneeskundig beroep (arts, tandarts, apotheker).

De beroepsuitoefening van de kinesitherapeut omvat een eigen specifiek onderzoek van de patiënt, het zelfstandig opstellen van een therapieplan en het verstrekken van deze therapie; dit alles onder zijn of haar eigen verantwoordelijkheid.

De kinesitherapie vormt een specifiek werkdoel.

Zoals voor de tandheelkunde voorzien we erin dat de kinesitherapie deel uitmaakt van de geneeskunde en dat de uitoefening ervan voorbehouden wordt aan personen die daartoe een specifieke opleiding genoten.

Ons voorstel bepaalt evenwel dat de kinesitherapeut werkt na verwijzing van de patiënt door de arts.

Het specifieke domein van de kinesitherapeut — dit van de menselijke motoriek — is immers veel breder dan dit van de tandarts. Het is ook moeilijker te omlijnen. Vandaar dat in een bijzondere relatie wordt voorzien tussen de kinesitherapeut en de arts.

Deze relatie wordt opgebouwd én via de Nationale Raad voor de kinesitherapie én via de verwijzing. Ze is geïnspireerd op de relatie tussen de omnipracticus en de specialist. Ook artsen-specialisten werken op dezelfde wijze samen met kinesitherapeuten.

La formation de kinésithérapeute a évidemment évolué comme il se devait depuis les années 60. On offre aujourd'hui, dans l'ensemble du pays, une formation universitaire conduisant au grade de licencié en kinésithérapie et rééducation motrice. Cette formation tend dès à présent à avoir *de facto* une durée de cinq ans. Elle est dispensée dans les instituts universitaires d'éducation physique. Il existe également un doctorat en kinésithérapie et rééducation motrice.

La recherche scientifique pratiquée dans ce domaine ainsi que l'approche et l'accueil cliniques spécifiques qui le caractérisent font que cette branche du savoir et du savoir-faire humains évalue considérablement.

Il s'est produit une mutation dans la nature de la profession. De paramédicale technique, elle est devenue une profession médicale autonome, à part entière. Cette situation doit à présent être consacrée par la loi.

Selon l'esprit de la loi et compte tenu du contexte international, l'accès à une profession médicale exige une formation universitaire. Pour le praticien de l'art dentaire, également, on exige dans notre pays au minimum une licence en science dentaire.

Il va cependant de soi que ceux qui ont présentement accès à la profession dans notre pays et dans la C.E. et sont censés aptes à l'exercer, conservent cet accès.

De là vient aussi que, pour avoir accès à la profession, nous prévoyons un agrément par le ministre de la Santé publique. Il s'obtiendra sur la base des critères et selon la procédure définis par le Roi, après avis du Conseil national de la kinésithérapie et des Académies de médecine.

Grâce à cette mesure, on pourra notamment permettre — à juste titre — aux diplômés universitaires et non universitaires qui bénéficient actuellement d'un agrément dans le cadre de la législation sur l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, de continuer à exercer la profession.

De même, les formations reçues dans la C.E.E. et ailleurs pourront ainsi voir vérifier leur valeur et être reconnues.

Une mesure transitoire permettra également de constituer le Conseil national de la kinésithérapie, dans sa phase initiale, de kinésithérapeutes non agréés dans le cadre de la santé publique, mais qui le sont présentement dans celui de la législation sur l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité. Ils seront présentés par leurs associations professionnelles respectives.

Notre proposition de loi n'exclut nullement qu'il y ait éventuellement place, dans le domaine de la kiné-

De opleiding van de kinesitherapeuten kende sedert de zestiger jaren de noodzakelijke evolutie. Over het ganse land wordt thans een academische opleiding aangeboden, nl. tot licentiaat in de kinesitherapie en motorische revalidatie. Deze opleiding neigt *de facto* reeds naar een vijfjarige duur. Ze wordt verstrekt aan de universitaire instituten voor lichamelijke opleiding. Er wordt ook gedoctoreerd in de kinesitherapie en motorische revalidatie.

Het wetenschappelijke onderzoek in dit domein, evenals de specifieke klinische benadering en opvang, leidden tot een sterke evolutie van deze tak van het menselijk kennen en kunnen.

Er trad een wijziging op in de aard van het beroep. Van een technisch hulp-medisch beroep, werd het een volwaardig, zelfstandig medisch beroep. Deze toestand verdient thans wettelijke erkenning.

Een academische opleiding is — volgens de geest van de wet en ook gelet op de internationale context — de vereiste voor de toegang tot een medisch beroep. Ook voor de uitoefening van de tandheelkunde wordt in ons land minimaal een licentie in de tandheelkunde vereist.

Toch ligt het voor de hand dat wie thans in ons land of in de E.G. toegang heeft tot het beroep en er bekwaam toe geacht wordt, deze toegang behoudt.

Vandaar ook dat, om toegang te bekomen tot het beroep, voorzien wordt in de erkenning door de Minister van Volksgezondheid. Dit geschiedt op basis van de criteria en volgens de procedure bepaald door de Koning, na advies van de Nationale Raad voor de kinesitherapie en de Academiën voor geneeskunde.

Deze maatregel maakt het o.m. mogelijk dat academisch en niet-academisch gediplomeerden die momenteel een erkenning genieten in het raam van de wetgeving op de verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering, het beroep — terecht — verder kunnen uitoefenen.

Ook kunnen aldus opleidingen binnen de E.E.G. en andere, op hun waarde getoetst worden en erkenning krijgen.

Een overgangsmaatregel biedt tevens de mogelijkheid dat de op te richten Nationale Raad voor de kinesitherapie, in zijn beginfase, samengesteld wordt uit kinesitherapeuten die niet erkend zijn in het kader van de volksgezondheid, maar thans wel erkend zijn in het kader van de wetgeving op de verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering. Zij worden voorgedragen door hun respectieve beroepsverenigingen.

Ons wetsvoorstel sluit geenszins uit dat er binnen het domein van de kinesitherapie eventueel ruimte is

sithérapie, pour une pratique professionnelle paramédicale, comme c'est le cas pour d'autres professions médicales. La proposition adapte la loi à cette possibilité. Il appartiendra toutefois au Roi de se prononcer à ce sujet. Les relations entre les médecins et les paramédicaux en matière de kinésithérapie seraient élaborées, le cas échéant, comme pour toutes les professions paramédicales, par l'intermédiaire du Conseil national des professions paramédicales et de la Commission technique, créée par la loi du 19 décembre 1990.

On constate enfin qu'un grand nombre d'écoles dispensent dans notre pays des formations de personnel paramédical, notamment la kinésithérapie. Entre la formation A1 en ce domaine et la formation universitaire en kinésithérapie, il existe de nombreuses « passerelles ». On peut prévoir des passerelles identiques pour les citoyens de la C.E.E. non diplômés en Belgique qui, sur la base de la formation reçue dans leur pays, solliciteraient l'accès à la profession chez nous.

Notre proposition de loi est conforme à la position adoptée par les associations professionnelles de kinésithérapeutes et à leur souci de voir exercer une kinésithérapie convenable et de qualité.

La proposition ne touche pas à la compétence des médecins quant au diagnostic. Quant à l'exercice des actes relevant de la kinésithérapie, il est protégé par la liberté de diagnostic et de traitement garantie par la loi.

Les médecins spécialisés en physiothérapie ou en médecine physique et en rééducation seront habilités à pratiquer la kinésithérapie.

Soulignons enfin que la présente proposition permet au Roi, après avis et concertation en Conseil des ministres, de soumettre l'exercice de la profession à des exigences de qualité, d'instaurer un statut disciplinaire particulier pour le corps des kinésithérapeutes, de même qu'à réglementer numériquement l'accès à la profession sur la base des besoins de la population.

Nous répondons ainsi aux impératifs de la santé publique et à ceux de la sécurité sociale. L'offre excédentaire de dispensateurs, qui ne cesse d'augmenter, par rapport au nombre de patients entraîne une diminution de la compétence et stimule la surconsommation.

Commentaire des articles

Article premier

Cet article fait de la kinésithérapie une composante de l'art de guérir, comme pour l'art dentaire.

pour een paramedische beroepsuitoefening, zoals dit het geval is voor andere medische beroepen. Het voorstel past de wet aan deze mogelijkheid aan. Het behoort evenwel de Koning toe zich hierover uit te spreken. De relaties tussen de medici en de paramedici inzake kinesitherapie zouden in voorkomend geval opgebouwd worden — zoals voor alle paramedische beroepen — via de Nationale Raad voor de paramedische beroepen en de Technische Commissie, opgericht bij wet van 19 december 1990.

Vastgesteld wordt ten slotte dat een groot aantal scholen in ons land opleidingen in paramedische beroepen, o.m. in de kinesitherapie, verschaffen. Tussen de A1-opleiding in dit domein en de academische vorming in de kinesitherapie bestaan talrijke « bruggen ». In gelijkaardige overgangen kan voorzien worden voor niet in België gediplomeerde E.E.G.-burgers die — op basis van de in hun land genoten opleiding — de toegang tot het beroep in ons land zouden vragen.

Dit wetsvoorstel stemt overeen met het standpunt ingenomen door de beroepsverenigingen van kinesithérapeuten en met hun streven naar een verantwoordelijke en kwalitatieve uitoefening van de kinesithérapie.

Het voorstel raakt niet aan de diagnosebevoegdheid van de artsen. Wat de uitoefening van akten betreft, die tot de kinesithérapie behoren, worden zij beschermd door de vrijheid van diagnose en behandeling die hun door de wet gegarandeerd wordt.

Artsen gespecialiseerd in de fysiothérapie of in de fysische geneeskunde en de revalidatie worden bevoegd de kinesithérapie uit te oefenen.

Tot slot zij aangestipt, dat dit voorstel de Koning de macht verleent, na advies en overleg in Ministeraad, kwaliteitseisen te stellen aan de beroepsuitoefening, een bijzondere tuchtregeling in te stellen voor het korps der kinesithérapeuten, en tevens, op basis van de behoeften van de bevolking, de numerieke toegang tot het beroep te regelen.

Hierdoor wordt aan de dwingende eisen van de volksgezondheid en van de sociale zekerheid tegemoetgekomen. Het nog steeds toenemend overaanbod van zorgenverstrekkers in verhouding tot het aantal patiënten, geeft immers aanleiding tot daling van de vakkundigheid zowel als tot overconsumptie.

Artikelsgewijze toelichting

Artikel 1

Dit artikel schrijft de kinesithérapie in als onderdeel van de geneeskunde, samen met de tandheelkunde.

Article 2

Cet article a un quadruple objet :

1. il définit la kinésithérapie, à partir de données internationalement admises;

2. il détermine quel est l'agrément requis, sur la base de quels critères de qualification (diplômes, formations) et suivant quelle procédure, pour pouvoir exercer la profession de kinésithérapeute; il faut être kinésithérapeute; cet agrément doit être obtenu et conservé;

3. il donne au Roi le pouvoir d'assortir l'exercice de la kinésithérapie d'exigences qualitatives («quality assessment») — individuelles et collectives — et de réglementer l'accès à la profession («numerus regulatus»);

4. il prévoit la possibilité, à titre exceptionnel, de laisser d'autres praticiens de l'art de guérir exercer la kinésithérapie.

Article 3

Cet article dispose que la kinésithérapie ne peut être exercée que sur l'envoi du patient par un médecin.

La notion de renvoi a sa signification propre, qui diffère de celle de prescription.

Sur la base de son diagnostic, le médecin détermine s'il s'agit d'une affection des fonctions motrices. Il adresse ensuite le patient au kinésithérapeute pour plus ample examen et pour traitement. Toutefois, le Roi peut déterminer, après avis, dans quels cas il peut être dérogé à cette règle de l'envoi par le médecin (par exemple, pour des soins à dispenser lors d'épreuves sportives).

Article 4

Cet article dispose que le kinésithérapeute doit faire viser son titre par la commission médicale provinciale.

Article 5

Cet article dispose que deux kinésithérapeutes font partie de toute commission médicale.

Article 6

L'article 6 dispose que l'on peut retirer son visa à un kinésithérapeute ou limiter l'exercice de sa profession.

Artikel 2

Artikel 2 heeft een viervoudig doel :

1. het geeft een bepaling van wat «kinesithérapie» is; hierbij wordt uitgegaan van internationaal aanvaarde gegevens;

2. het bepaalt welke erkenning, op basis van welke kwalificatiecriteria (diploma's, opleidingen) en volgens welke procedure, vereist is om het beroep van kinesitherapeut te mogen uitoefenen; men moet kinesitherapeut zijn; deze erkenning dient verworven en behouden;

3. het verleent de Koning de bevoegdheid — individuele en collectieve — kwaliteitseisen («quality assessment») te verbinden aan de uitoefening van de kinesithérapie en de toegang tot het beroep («numerus regulatus») te regelen;

4. het voorziet in de mogelijkheid, bij wijze van uitzondering, kinesithérapie te laten uitoefenen door andere beoefenaars van de geneeskunde.

Artikel 3

Dit artikel bepaalt dat de kinesithérapie slechts mag uitgeoefend worden na verwijzing door een arts.

Het begrip «verwijzing» heeft zijn geëigende betekenis en verschilt van het begrip «voorschrift».

Op basis van zijn diagnose stelt de arts vast of het een aandoening betreft van de motorische functies, waarna hij de patiënt verwijst naar de kinesithérapeute voor verder onderzoek en behandeling. De Koning, na advies, kan evenwel bepalen in welke gevallen van deze verwijzingsbepaling mag worden afgeweken (bijvoorbeeld naar aanleiding van verzorging bij sportwedstrijden).

Artikel 4

Dit artikel bepaalt dat de kinesithérapeute zijn titel moet laten viseren door zijn provinciale geneeskundige commissie.

Artikel 5

Dit artikel bepaalt dat twee kinesithérapeuten deel uitmaken van elke geneeskundige commissie.

Artikel 6

Artikel 6 bepaalt dat het visum van een kinesithérapeute kan worden ingetrokken of zijn beroepsuitoefening kan worden beperkt.

Article 7

L'article 7 soumet le kinésithérapeute aux mêmes dispositions générales que les autres praticiens de l'art de guérir.

Il rend également la publicité punissable.

Article 8

Cet article prévoit la création, auprès du ministère de la Santé publique, d'un Conseil national de la kinésithérapie. Ce conseil est composé de kinésithérapeutes et de médecins. Les kinésithérapeutes seront issus de l'enseignement et du monde professionnel.

Ils décident ensemble, à la majorité qualifiée et après avoir pris l'avis des Académies de médecine. Les médecins appartiennent à différentes spécialités médicales, parmi lesquelles la médecine physique, parce que le kinésithérapeute collabore avec chacune d'elles et qu'il acquiert le droit d'exercer la kinésithérapie.

Les kinésithérapeutes, praticiens de la kinésithérapie, doivent, pour pouvoir siéger au conseil, compter au moins dix années d'expérience professionnelle.

Les deux groupes — médecins et kinésithérapeutes —, issus du monde professionnel, sont présentés par leurs associations professionnelles représentatives respectives. Les membres issus de l'enseignement sont présentés par les Exécutifs.

Lors de la première constitution du conseil, les associations professionnelles de kinésithérapeutes présentent — dans l'esprit de la loi — des candidats ne jouissant pas encore de l'agrément prévu à l'article 2 de la proposition.

Les médecins et les kinésithérapeutes collaborent dans le cadre d'une relation spécifique. Il convient dès lors, sans préjudice du fait que l'exercice de la kinésithérapie est avant tout le domaine des kinésithérapeutes, qu'ils siègent et décident conjointement au Conseil national de la kinésithérapie.

L'enseignement et la pratique professionnelle doivent être en harmonie. Ainsi convient-il que des représentants des deux catégories siègent ensemble au conseil.

L'organisation et le fonctionnement du conseil sont réglés par le Roi.

Article 9

Cet article habilite le Roi à fixer les allocations, indemnités et sanctions des membres du Conseil national de la kinésithérapie.

Artikel 7

Artikel 7 onderwerpt de kinesitherapeut aan dezelfde strafbepalingen die gelden voor de andere beoefenaars van de geneeskunst.

Tevens maakt het het voeren van publiciteit strafbaar.

Artikel 8

Dit artikel voorziet in de oprichting bij het Ministerie van Volksgezondheid van een Nationale Raad voor de kinesitherapie. Deze raad wordt samengesteld uit kinesitherapeuten en artsen. De kinesitherapeuten stammen uit het onderwijs en uit de beroepsactiviteit.

Ze beslissen er samen, met versterkte meerderheid, en na het inwinnen van het advies van de Academiën voor geneeskunde. De artsen behoren tot verschillende medische specialismen waaronder een arts-specialist fysische geneeskunde, dit omdat de kinesitherapeut met elk van hen samenwerkt en deze laatste het recht verwerft kinesitherapie te beoefenen.

De kinesitherapeuten, beoefenaars van de kinesitherapie, moeten om te kunnen zetelen, op ten minste tien jaar beroepservaring kunnen bogen.

Beide groepen — artsen en kinesitherapeuten — die stammen uit de beroepsactiviteit, worden voorgedragen door hun respectieve representatieve beroepsverenigingen. De leden uit het onderwijs worden voorgedragen door de Executieven.

Bij de eerste samenstelling van de Raad dragen — in de geest van de wet — de beroepsverenigingen van kinesitherapeuten, kandidaten voor, die nog niet van de erkenning genieten, gesteld in artikel 2 van het voorstel.

Artsen en kinesitherapeuten werken in een specifieke relatie; vandaar dat het past — zonder afbreuk te doen aan het feit dat de uitoefening van de kinesitherapie in eerste instantie het domein is van de kinesitherapeuten — dat ze samen zetelen en beslissen in de Nationale Raad voor de kinesitherapie.

Onderwijs en beroepsuitoefening dienen op mekaar afgestemd te worden; vandaar dat het past vertegenwoordigers uit beide categorieën samen te laten zetelen.

De organisatie en werking van de Raad worden geregeld door de Koning.

Artikel 9

Door dit artikel krijgt de Koning de bevoegdheid de toelagen, vergoedingen en vacatiegelden te bepalen voor de leden van de Nationale Raad voor de kinesitherapie.

Article 10

Cet article complète l'article 22, portant définition d'une profession paramédicale, en y insérant la kinésithérapie parmi les professions médicales y mentionnées.

Article 11

Cet article dispose que les kinésithérapeutes peuvent effectuer également les prestations paramédicales liées à leur art.

Article 12

Après que la kinésithérapie a été définie comme profession médicale et après la reconnaissance éventuelle, par le Roi, d'une profession paramédicale dans ce secteur, l'article 14 préserve la parité entre médecins et paramédicaux au sein du Conseil des professions paramédicales en ajoutant deux kinésithérapeutes aux médecins siégeant à ce conseil.

Un ou plusieurs kinésithérapeutes siégeront également, en tant que médecins, à la Commission technique des professions paramédicales (art. 35*bis* de la loi, inséré par la loi du 19 décembre 1990).

Article 13

Cet article habilite le Roi à conférer les titres professionnels particuliers aux praticiens de la kinésithérapie sur la base de qualifications professionnelles particulières.

*
* *

Artikel 10

Door dit artikel wordt het artikel 22, houdende de bepaling van een paramedisch beroep, aangevuld door de opname van de kinesitherapie bij de vermelde medische beroepen.

Artikel 11

Dit artikel bepaalt dat de kinesitherapeuten ook de paramedische prestaties, verbonden aan hun kunst mogen verrichten.

Artikel 12

Door dit artikel wordt — na de bepaling van de kinesitherapie als medisch beroep en de eventuele erkenning door de Koning van een paramedisch beroep in deze sector — de pariteit tussen medici en paramedici in de Nationale Raad voor de paramedische beroepen gehandhaafd, door de toevoeging van twee kinesitherapeuten bij de medici die in deze raad zetelen.

Ook zullen één of meer kinesitherapeuten als medici zetelen in de Technische Commissie van de paramedische beroepen (art. 35*bis* van de wet, ingevoegd bij de wet van 19 december 1990).

Artikel 13

Dit artikel verleent aan de Koning de bevoegdheid aan de beoefenaars van de kinesitherapie, op basis van bijzondere beroepsbekwaamheden, bijzondere beroepstitels te verlenen.

*
* *

Achille DIEGENANT.

PROPOSITION DE LOI

Article premier

A l'article 1^{er} de l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice de l'art de guérir, de l'art infirmier, des professions paramédicales et aux commissions médicales, les mots «et la kinésithérapie» sont insérés entre les mots «l'art dentaire» et le mot «exercé».

Art. 2

Dans le même arrêté royal, il est inséré un article 3bis, rédigé comme suit :

« Article 3bis. — § 1^{er}. Par dérogation au § 1^{er} de l'article 2, nul ne peut exercer la kinésithérapie s'il n'est titulaire d'un agrément délivré par le ministre de la Santé publique sur la base de critères de qualification et selon une procédure définie par le Roi conformément aux dispositions de l'article 46ter.

§ 2. Le Roi peut, conformément aux dispositions de l'article 46ter, établir des exigences qualitatives liées à l'exercice de la kinésithérapie et réglementer numériquement l'accès à la profession de kinésithérapeute, sur la base des besoins de la population.

§ 3. Est considéré comme exercice illégal de la kinésithérapie le fait, pour une personne ne réunissant pas les conditions requises par le § 1^{er}, de procéder habituellement à :

1° des examens des troubles fonctionnels du patient et des bilans visant à contribuer à l'établissement d'un diagnostic par le médecin ou à instaurer un traitement de kinésithérapie;

2° la conception et la mise au point d'un programme de traitement;

3° des interventions systématiques destinées à remédier à des troubles fonctionnels de nature squeletto-musculaire, neurophysiologique, respiratoire, cardiovasculaire et psychomotrice, par l'application d'une ou de plusieurs des formes suivantes de thérapie :

a) la kinésithérapie, qui consiste à exécuter des mouvements sur le patient ou à lui en faire effectuer, à des fins médicales;

b) la massothérapie, qui consiste à soumettre le patient à des techniques de massage, à des fins médicales;

VOORSTEL VAN WET

Artikel 1

In artikel 1 van het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 betreffende de uitoefening van de geneeskunst, de verpleegkunde, de paramedische beroepen en de geneeskundige commissies, worden tussen de woorden «tandheelkunde» en «inbegrepen», de woorden «en de kinesitherapie» ingevoegd.

Art. 2

In hetzelfde koninklijk besluit wordt een artikel 3bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 3bis. — § 1. Bij afwijking van § 1 van artikel 2 mag niemand de kinesitherapie uitoefenen die niet houder is van een erkenning afgeleverd door de Minister van Volksgezondheid op basis van kwalificatiecriteria en volgens een procedure bepaald door de Koning, overeenkomstig de bepalingen van artikel 46ter.

§ 2. De Koning kan, overeenkomstig de bepalingen van artikel 46ter, kwaliteitseisen invoeren, verbonden aan de beroepsuitoefening van de kinesitherapie en, op basis van de behoeften van de bevolking, de toegang tot deze beroepsuitoefening numeriek regelen.

§ 3. Wordt beschouwd als onwettige uitoefening van de kinesitherapie, het gewoonlijk verrichten door een persoon, die de voorwaarden gesteld bij § 1 niet vervult van :

1° onderzoeken van de functieproblemen van de patiënt en het opstellen van een bilan in functie van het bijdragen tot het stellen van de diagnose door de geneesheer of in functie van de in te stellen kinesitherapeutische behandeling;

2° plannen en uitbouwen van een behandelingsprogramma;

3° systematische tegemoetkomingen aan functieproblemen van spierskeletale, zenuwfysiologische, respiratorische, cardiovasculaire en psychomotorische aard door het toepassen van een of meer van de volgende vormen van therapie :

a) de bewegingstherapie, zijnde het tot een geneeskundig doel aan de patiënt verrichten of door de patiënt doen uitvoeren van bewegingen;

b) de massagetherapie, zijnde het tot een geneeskundig doel toepassen van massagetechnieken op de patiënt;

c) la physiothérapie au sens strict, qui consiste à administrer au patient, à des fins médicales, des stimuli physiques sous une ou plusieurs formes d'électrothérapie, sous forme d'ultrasonothérapie, de thermothérapie (par diverses applications de chaleur et de froid) et de balnéothérapie.

§ 4. Le Roi peut, conformément aux dispositions de l'article 46ter, préciser les actes visés au paragraphe précédent.

§ 5. Le Roi peut, conformément aux dispositions de l'article 46ter, autoriser d'autres praticiens de l'art de guérir à exercer la kinésithérapie ou certains actes qui en relèvent.

Les médecins, spécialisés en médecine physique et en rééducation sont habilités à exercer la kinésithérapie.»

Art. 3

Dans le même arrêté royal, il est inséré un article 3ter, rédigé comme suit:

« Article 3ter. — § 1^{er}. Nul ne peut accomplir des actes de kinésithérapie, si ce n'est à la suite de l'envoi par un praticien de l'art de guérir porteur du diplôme de docteur en médecine, chirurgie et accouchements sur la base d'un diagnostic établi par ce dernier.

§ 2. Le Roi peut, conformément aux dispositions de l'article 46ter, déterminer les cas dans lesquels il peut être dérogé à cette condition d'envoi. »

Art. 4

A l'article 7, § 1^{er}, du même arrêté royal, les mots « , 3bis » sont insérés entre les mots « 3 » et « 4 ».

Art. 5

A l'article 36, § 2, du même arrêté royal, modifié par la loi du 20 décembre 1974, il est inséré un « 5^obis », rédigé comme suit:

« 5^obis deux kinésithérapeutes; »

Art. 6

A l'article 37, § 1^{er}, 2^o, b, du même arrêté royal, modifié par la loi du 20 décembre 1974, les mots « , 3bis » sont insérés entre les mots « 3 » et « 4 ».

c) de fysische therapie in engere zin, zijnde het tot een geneeskundig doel aan de patiënt toedienen van fysische prikkels door middel van elektrotherapie van een of meer soorten, ultrageluidtherapie, thermotherapie met verschillende warmte- en koudeapplicaties en balneotherapie.

§ 4. De Koning kan, overeenkomstig de bepalingen van artikel 46ter, de handelingen bedoeld bij de vorige paragraaf nader bepalen.

§ 5. De Koning kan, overeenkomstig de bepalingen van artikel 46ter, de uitoefening van de kinesitherapie of bepaalde handelingen ervan, toestaan aan andere beoefenaars van de geneeskunde.

Artsen, specialisten in de fysische geneeskunde en revalidatie, worden gemachtigd de kinesitherapie uit te oefenen. »

Art. 3

In hetzelfde koninklijk besluit wordt een artikel 3ter ingevoegd, luidend als volgt:

« Artikel 3ter. — § 1. Niemand mag kinesitherapeutische handelingen stellen dan na verwijzing door een beoefenaar van de geneeskunde in het bezit van het diploma van arts of van doctor in de genees-, heel- en verloskunde en dit op basis van een door deze laatste gestelde diagnose.

§ 2. De Koning kan, overeenkomstig de bepalingen van artikel 46ter, bepalen in welke gevallen van deze verwijzingsvoorwaarde kan worden afgeweken. »

Art. 4

In artikel 7, § 1, van hetzelfde koninklijk besluit worden tussen de woorden « 3 » en « en 4 » de woorden « , 3bis » ingevoegd.

Art. 5

In artikel 36, § 2, van hetzelfde koninklijk besluit, gewijzigd bij wet van 20 december 1974, wordt een « 5^obis » ingevoegd, luidend als volgt:

« 5^obis twee kinesitherapeuten; »

Art. 6

In artikel 37, § 1, 2^o, b, van hetzelfde koninklijk besluit, gewijzigd bij wet van 20 december 1974, worden tussen de woorden « 3 » en « of 4 » de woorden « , 3bis » ingevoegd.

Art. 7

A l'article 38, § 1^{er}, 1^o et 3^o, et § 2, 2^o, du même arrêté royal, les mots « , 3bis » sont insérés entre les mots « 3 » et « 4 ».

Art. 8

Dans le même arrêté royal, il est inséré un article 46ter, rédigé comme suit :

« Article 46ter. — § 1^{er}. Il est institué, auprès du Ministère de la Santé publique et de l'Environnement, un Conseil national de la kinésithérapie.

§ 2. Le Conseil national de la kinésithérapie a pour mission de donner, au ministre qui a la santé publique dans ses attributions, à la demande de celui-ci ou d'initiative, des avis en toutes matières relatives à la kinésithérapie et, plus particulièrement, à l'exercice de la kinésithérapie, aux actes de kinésithérapie et aux qualifications requises.

§ 3. Le Conseil national de la kinésithérapie peut également donner aux Exécutifs, à leur demande, des avis en toutes matières relatives aux études et à la formation des personnes visées à l'article 3bis.

§ 4. Le Conseil national de la kinésithérapie est composé de :

1^o douze membres, kinesiherapeutes, pratiquant la kinésithérapie et ayant une expérience d'au moins dix ans;

2^o six membres, kinesiherapeutes, exerçant leur profession dans le secteur de l'enseignement de la kinésithérapie;

3^o six membres, docteurs en médecine, chirurgie et accouchements, dont trois exercent leur profession en qualité de généraliste et trois sont des praticiens d'une spécialité médicale différente, notamment un médecin spécialisé en médecine physique.

4^o deux fonctionnaires représentant le ministre qui a la santé publique dans ses attributions et assurant le secrétariat.

Les fonctionnaires visés au 4^o siègent avec voix consultative.

Les membres sont pourvus de suppléants, nommés aux mêmes conditions.

§ 5. Les membres effectifs et suppléants sont nommés par le Roi pour une période de six ans, qui peut être prolongée une fois; les membres visés au 1^o et au 3^o du § 4 sont nommés sur une liste double de candi-

Art. 7

In artikel 38, § 1, 1^o en 3^o, en § 2, 2^o, van hetzelfde koninklijk besluit, worden tussen de woorden « 3 » en « 4 » telkens de woorden « , 3bis » ingevoegd.

Art. 8

In hetzelfde koninklijk besluit wordt een artikel 46ter ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 46ter. — § 1. Bij het Ministerie van Volksgezondheid en Leefmilieu wordt een Nationale Raad voor de kinesithérapie opgericht.

§ 2. De Nationale Raad voor de kinesithérapie heeft tot taak aan de minister tot wiens bevoegdheid de volksgezondheid behoort, op diens verzoek of op eigen initiatief, advies te verstrekken over alle aangelegenheden in verband met de kinesithérapie, meer bepaald betreffende de uitoefening van de kinesithérapie, de kinesitherapeutische handelingen en de kwalificatie hiertoe.

§ 3. De Nationale Raad voor de kinesithérapie kan ook de Executieven, op hun verzoek, advies verstrekken over alle aangelegenheden in verband met de studies en de opleiding van de in artikel 3bis bedoelde personen.

§ 4. De Nationale Raad voor de kinesithérapie bestaat uit :

1^o twaalf leden, kinesithérapeuten, beoefenaars van de kinesithérapie, met minimum tien jaar ervaring;

2^o zes leden, kinesithérapeuten, die hun beroep uitoefenen in de sector van het onderwijs in de kinesithérapie;

3^o zes leden, artsen of doctors in de genees-, heelen verloskunde, waarvan drie leden hun beroep als huisarts uitoefenen en drie leden die elk behoren tot de beoefenaars van een verschillend medisch specialisme, waaronder een arts-specialist in de fysische geneeskunde.

4^o twee ambtenaren die de minister vertegenwoordigen tot wiens bevoegdheid de volksgezondheid behoort en die het secretariaat verzorgen.

De in het 4^o bedoelde ambtenaren hebben zitting met raadgevende stem.

Aan de leden worden plaatsvervangers toegevoegd, die onder dezelfde voorwaarden worden benoemd.

§ 5. De gewone en plaatsvervangende leden worden door de Koning benoemd voor een termijn van zes jaar, die eenmaal kan worden verlengd; de benoemingen van de in het 1^o en 3^o van § 4 bedoelde leden

ats présentée par les associations et organisations professionnelles représentatives des intéressés; les membres visés au 2^o — trois francophones et trois néerlandophones — sont nommés sur présentation, respectivement de l'Exécutif de la Communauté française et de l'Exécutif de la Communauté flamande après que chacun d'eux a pris l'avis des instituts de formation intéressés de leur communauté; les membres visés au 4^o sont nommés sur présentation du ministre qui a la santé publique dans ses attributions.

§ 6. Lors de la première constitution du Conseil national de la kinésithérapie, les organisations professionnelles représentatives présenteront des candidats, pratiquant la kinésithérapie, reconnus dans le cadre de la législation relative à l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, mais ne disposant pas de l'agrément prévu à l'article 3bis.

§ 7. Le Roi règle l'organisation et le fonctionnement du Conseil national de la kinésithérapie. Le Conseil ne peut statuer valablement que si au moins la moitié des membres sont présents. Les décisions sont prises à la majorité des deux tiers.

§ 8. Avant d'émettre un avis, le Conseil national de la kinésithérapie recueille l'avis des académies royales de médecine. Ces académies donnent leur avis dans les trois mois de la demande de celui-ci. Sinon, il est censé avoir été donné.

§ 9. Les arrêtés royaux pris en exécution des articles 3bis et 3ter sont délibérés en Conseil des ministres. Ils sont pris après consultation du Conseil national de la kinésithérapie. Si l'avis est émis à l'initiative du Conseil national de la kinésithérapie et s'il est suivi, l'arrêté doit être conforme. Si l'avis est sollicité par le ministre, en application des §§ 3 et 4 de l'article 46, seul un arrêté royal motivé peut s'en écarter; dans ce cas, l'avis du Conseil national de la kinésithérapie, assorti de l'avis éventuel des académies de médecine, est publié conjointement avec l'arrêté. »

Art. 9

A l'article 45 du même arrêté royal, les mots « du Conseil national de la kinésithérapie » sont insérés entre les mots « de la commission médicale de recours » et les mots « du Conseil national de l'art infirmier ».

geschieden uit een dubbeltal voorgedragen door de representatieve beroepsverenigingen en -organisaties van de betrokken personen; de benoemingen van de in het 2^o bedoelde leden — telkens drie Nederlandstaligen en drie Franstaligen — geschieden respectievelijk op de voordracht van de Vlaamse en de Franse Gemeenschapsexecutieve, nadat elk van hen het advies van de betrokken vormingsinstituten behorende tot hun gemeenschap, inwon; de benoemingen van de in het 4^o bedoelde leden geschieden op de voordracht van de minister die de volksgezondheid onder zijn bevoegdheid heeft.

§ 6. Bij de eerste samenstelling van de Nationale Raad voor de kinesithérapie worden door de representatieve beroepsverenigingen kandidaten, beoefenaars van de kinesithérapie voorgedragen, erkend in het raam van de wetgeving betreffende de verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering, maar die niet over de erkenning beschikken, bepaald in artikel 3bis.

§ 7. De Koning regelt de organisatie en de werking van de Nationale Raad voor de kinesithérapie. De Raad kan alleen geldig beslissen wanneer ten minste de helft van de leden aanwezig is. De beslissingen worden genomen bij tweederde meerderheid.

§ 8. Voorafgaand aan elk advies wint de Nationale Raad voor de kinesithérapie het advies in van de Koninklijke Academiën voor Geneeskunde. Deze Academiën verstrekken hun advies binnen drie maanden na de vraag erom. Zoniet wordt het geacht te zijn gegeven.

§ 9. Over de koninklijke besluiten genomen in uitvoering van de artikelen 3bis en 3ter, wordt in ministerraad beraadslaagd. Ze worden genomen na advies van de Nationale Raad voor de kinesithérapie. Wordt het advies uitgebracht op initiatief van de Nationale Raad voor Kinesithérapie en wordt er gevolg aan gegeven, dan moet het besluit eensluidend zijn. Wordt het advies ingewonnen door de minister, met toepassing van de §§ 3 en 4 van artikel 46, dan kan er alleen worden van afgeweken in een met redenen omkleed koninklijk besluit; het advies van de Nationale Raad voor de kinesithérapie, bevattende het eventuele advies van de Academiën voor Geneeskunde, wordt in dat geval tegelijk met het besluit bekendgemaakt. »

Art. 9

In artikel 45 van hetzelfde koninklijk besluit, worden tussen de woorden « geneeskundige commissie van beroep » en « de Nationale Raad voor verpleegkunde » de woorden « de Nationale Raad voor de kinesithérapie » ingevoegd.

Art. 10

A l'article 22, 1^o, du même arrêté royal, les mots « , 3^{bis} » sont insérés entre les mots « aux articles 3 » et « 4 ».

Art. 11

A l'article 24, premier alinéa, du même arrêté royal, les mots « , 3^{bis} » sont insérés entre les mots « aux articles 3 » et « 4 ».

Art. 12

A l'article 30, § 1^{er}, du même arrêté royal, les mots « , 5^{ter} — deux kinésithérapeutes » sont insérés après le mot « 5 ».

Art. 13

A l'article 35^{ter} du même arrêté royal, les mots « , 3^{bis} » sont insérés entre les mots « 3 » et « 4 ».

Art. 10

In artikel 22, 1^o, van hetzelfde koninklijk besluit, worden tussen de woorden « artikelen 3 », en « 4 », de woorden « , 3^{bis} » ingevoegd.

Art. 11

In artikel 24, eerste lid, van hetzelfde koninklijk besluit, worden tussen de woorden « artikelen 3 » en « en 4 » de woorden « , 3^{bis} », ingevoegd.

Art. 12

In artikel 30, § 1, van hetzelfde koninklijk besluit, worden na het woord « 5 », de woorden « , 5^{ter} — twee kinesitherapeuten » ingevoegd.

Art. 13

In artikel 35^{ter} van hetzelfde koninklijk besluit worden tussen de woorden « 3 » en « 4 », de woorden « , 3^{bis} » ingevoegd.

Achille DIEGENANT.